

3.0 Compte rendu des consultations

Après avoir rappelé les objectifs de la démarche aux entrepreneurs, aux intervenants économiques et/ou communautaires de la région Évangéline et aux représentants des gouvernements, une entrevue a été réalisée, à l'aide d'un guide d'entrevue, afin de cerner les besoins en matière de développement économique de la communauté, de définir des opportunités et d'explorer les axes stratégiques à privilégier par la SDBA. Cette étape de la planification était axée autour des thèmes suivants :

- les changements dans le contexte socio-économique de la communauté et les besoins de la communauté;
- les valeurs et les enjeux à retenir lors de l'élaboration du plan stratégique ainsi que les forces, faiblesses, opportunités et menaces;
- les champs d'activités et les priorités stratégiques à privilégier par la SDBA pendant les trois prochaines années;
- le modèle de fonctionnement le plus apte à répondre aux besoins définis.

Les intervenants concluent que la région Évangéline a fait une remontée économique depuis une génération. Malgré son statut de communauté rurale de langue minoritaire, les résidents ont, de nos jours, à leur portée de nombreux services commerciaux, sociaux, culturels et communautaires. De plus et par l'entremise du centre d'Accès Î.-P.-É. situé à Wellington, les gouvernements assurent la prestation de services recherchés par la population locale. Les intervenants économiques considèrent que la situation économique des résidents de la région Évangéline s'est améliorée depuis une génération. Les résidents se disent fiers de leurs réalisations et notent que comparativement à d'autres communautés à l'Île, la région Évangéline s'en tire assez bien sur le plan socio-économique.

De façon générale, les intervenants économiques de la région Évangéline de l'Î.-P.-É. sont unanimes en ce qui a trait au besoin d'un organisme, telle la Société de développement de la Baie acadienne, qui relève le défi du développement économique de leur région. Ils estiment que la SDBA doit privilégier une dynamique concertée et stratégique dans ses interventions et exercer davantage son rôle de leadership en matière de développement économique de cette collectivité acadienne et francophone. La SDBA doit se munir d'une stratégie de développement et être plus proactive dans ses actions, entre autres, pour démontrer du leadership. Les intervenants économiques communautaires préconisent un modèle de développement plus holistique – approche davantage axée sur la collaboration et le partenariat entre la SDBA et les autres acteurs de développement de la communauté.

Les intervenants économiques trouvent regrettable que le mandat de la SDBA ne soit pas mieux compris par les entrepreneurs et le public en général. Tous sont de l'avis que la situation s'est aggravée depuis l'arrivée du RDÉE et du programme *Fonds d'appui*. Ils suggèrent que les dirigeants de la SDBA accentuent davantage le volet de communication et que ceux-ci établissent des liens et un dialogue davantage étroits avec le public cible local. Certains entrepreneurs souhaiteraient voir une présence accrue du personnel de la SDBA à même leur entreprise afin de faire connaître leurs besoins. Ils souhaiteraient que la nature des services disponibles auprès de la SDBA soit mieux comprise.

Quant au modèle de fonctionnement de la SDBA, les intervenants économiques sont tous d'accord que cet organisme doit agir essentiellement sur le plan régional. Ils sont favorables à la mise en œuvre d'une stratégie qui privilégie des actions plus ciblées et constatent que la SDBA ne peut pas faire tout pour tout le monde. Quelques intervenants sont préoccupés par le manque d'imputabilité de la SDBA – ils proposent que certains changements s'avèrent nécessaires afin que la SDBA soit davantage redevable à la communauté. Ils préconisent un modèle de fonctionnement essentiellement plus transparent. Ils rappellent l'importance de mettre en place des mesures d'évaluation de ce plan stratégique.

Les intervenants économiques de la région Évangéline sont conscients des défis que cette collectivité rurale doit surmonter au cours des prochaines années – défis auxquels la SDBA doit prévoir dans ses orientations stratégiques pour les prochaines années. Ils considèrent que les défis suivants méritent une attention particulière de la part des dirigeants de la SDBA :

- les changements démographiques (en particulier, le vieillissement de la population, le taux de natalité en décroissance et l'exode continu des jeunes)
- la mobilité accrue de la main-d'œuvre
- la pénurie de travailleurs dans certains secteurs de l'économie (en particulier la pêche et le tourisme)
- les effets de la mondialisation de l'économie, entre autres, dans le secteur de la vente au détail
- les changements importants dans l'industrie de la pêche
- la diminution du nombre de visiteurs depuis quelques années
- l'utilisation des terres et la réglementation
- le fait que la population acadienne est davantage formée mais que les individus formés vont souvent ailleurs pour un emploi
- le leadership et la relève dans le secteur économique
- l'exclusion socio-économique

Quant aux priorités de développement économique que devrait retenir la SDBA pendant les trois prochaines années, il y a divergence d'opinion de la part des intervenants. Certains proposent que le tourisme doit retenir l'attention particulière de la SDBA en raison du potentiel de cette industrie en matière de développement pour la région Évangéline. D'autres suggèrent que le secteur manufacturier et de la transformation demeure la seule démarche à privilégier afin de créer des emplois permanents. Ces derniers recommandent que la SDBA adopte, à titre prioritaire, la mise en place d'une infrastructure industrielle adéquate afin de répondre aux besoins actuels et futurs des entreprises manufacturières et qu'une planification pour le développement industriel soit entamée dans les plus brefs délais. D'autres encore sont convaincus que le secteur des technologies offre un potentiel de croissance économique pour la région Évangéline et mérite une priorité dans le plan stratégique de la SDBA. Tous sont d'accord que le développement des ressources humaines est une priorité autant auprès

des entrepreneurs et gestionnaires d'entreprises, de la main-d'oeuvre en général et des personnels affectés au dossier du développement socio-économique.

Il y a aussi divergence d'opinion quant à la philosophie et au modèle d'entreprise à privilégier par la SDBA en matière de développement économique. Certains entrepreneurs du secteur de la PME soulignent que la formule coopérative a été promue presque jusqu'au point d'être la seule formule à retenir par les promoteurs de projets d'entreprises de la région Évangéline. Ceux-ci soulignent que la formule coopérative n'a pas fait ses preuves, surtout dans le secteur manufacturier et de la transformation. La PME a été marginalisée comme modèle d'entreprise. Malgré cette situation, ils considèrent que la PME dans la région Évangéline est en bon état de santé et que l'entrepreneuriat privé est en croissance.

Certains intervenants économiques et communautaires de la région Évangéline sont inquiets par le problème de l'*exclusion socio-économique*. L'exclusion socio-économique a bien sûr un lien avec le revenu, mais ce n'est pas tout. Ce phénomène est aussi une affaire de possibilités, de réseaux et de perspectives d'avenir. Les conséquences peuvent être très dommageables et ont tendance à se perpétuer d'une génération à l'autre. Dans cette perspective, les intervenants sont préoccupés par le rôle que joue les femmes au niveau de la prise de décision au plan socio-économique et de la qualité des emplois souvent réservés aux femmes, par exemple dans les industries de la pêche et du tourisme. De plus, ces intervenants constatent qu'il y a un écart grandissant entre les riches et les pauvres ainsi que les inforiches et les infopauvres et que cette situation mérite une attention prioritaire en raison de l'importance accrue de nos jours des industries du savoir. Les technologies de l'information engendrent de nouvelles formes d'inégalité basées sur des différences d'accessibilité (physique et mentale) au nouveau potentiel offert par le réseau Internet et les inforoutes. Ainsi, un niveau d'exclusion supplémentaire se dessine peu à peu, scindant la société en inforiches et infopauvres.

Certains intervenants économiques de la région Évangéline sont préoccupés par le fait que la SDBA détient des actions dans Développement Grand Ruisseau Ltée, société propriétaire du Village de l'Acadie, et dans Technologies CIFTA. Ils sont de l'avis que ces engagements puissent potentiellement mettre la SDBA en conflit d'intérêt en ce qui concerne son travail dans les secteurs du tourisme et des technologies. Ceux-ci proposent que dans le cas de Technologies CIFTA, cette situation freine le développement de nouveaux projets d'entreprises dans le secteur de l'économie du savoir dans la région Évangéline.